

Panorama de La Réunion

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Saint-Denis
Superficie	2 520 km ²
Situation géographique	océan Indien, archipel des Mascareignes, Paris à 9 180 km, Port Louis à 210 km
Langues parlées	Français et créole réunionnais
Monnaie	Euro
Statut	Département et Région d'Outre-mer (DROM) et région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2010)	54
Représentation nationale	7 députés, 4 sénateurs et 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

Repères historiques

Escale sur les routes commerciales de l'océan Indien, La Réunion reçoit durant plusieurs siècles la visite de navigateurs malais, arabes et européens. Les Français y débarquent pour la première fois en 1638, mais l'île ne devient colonie à part entière qu'en 1663. Le roi de France rachète l'île en 1764, après la faillite de la compagnie des Indes Orientales. Celle-ci compte alors 22 000 habitants, dont 18 000 esclaves. Au début du XIX^e siècle, le développement de l'île s'appuie sur la culture de la canne à sucre. La France achète à bon prix les pains de sucre moulés dans des dizaines d'usines attenantes aux propriétés coloniales.

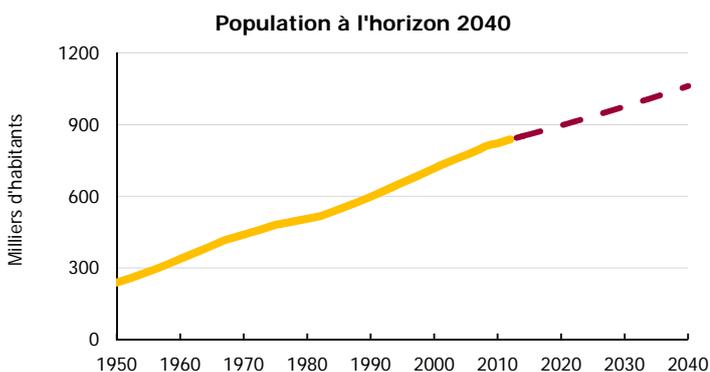
L'abolition de l'esclavage à La Réunion est proclamée le 20 décembre 1848. L'île, alors peuplée de 103 000 habitants, dont 60 000 esclaves, reprend son nom actuel la même année. Le système économique et social se réorganise autour de « l'engagisme » qui, dans les faits, reste relativement proche du système esclavagiste précédent. C'est à partir de la fin des années cinquante que s'amorce puis s'accélère un mouvement d'essor exceptionnel. C'est le temps du décollage économique, des transformations profondes des infrastructures et des paysages avec l'amélioration des équipements (routiers, aériens et portuaires) et la construction de barrages hydroélectriques, d'hôpitaux et d'établissements scolaires.

Organisation institutionnelle

Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946, La Réunion est un département français et devient également une Région, suite à la loi du 31 décembre 1982. A la différence des régions métropolitaines, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. La Région détermine l'assiette, le taux, les exonérations et la répartition de l'octroi de mer. La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « Départements et Régions d'Outre-mer » (DROM).

La Réunion devient également une région ultrapériphérique (RUP) en 1997. Le régime des RUP prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire, qui peut cependant être adapté au titre des caractéristiques et des contraintes particulières des régions ultrapériphériques. Le département bénéficie de fonds européens au titre de la politique régionale de l'UE et de son objectif « convergence », qui vise à soutenir le développement structurel des régions les moins développées de l'Union. La programmation 2007-2013 de ces fonds s'élève à 1,9 milliard d'euros, principalement orientés vers la compétitivité régionale, l'emploi et la coopération territoriale. Les prochains programmes (2014-2020) prévoient un financement accru pour la recherche et l'innovation, ainsi que l'éducation et la formation.

POURSUITE DE LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE



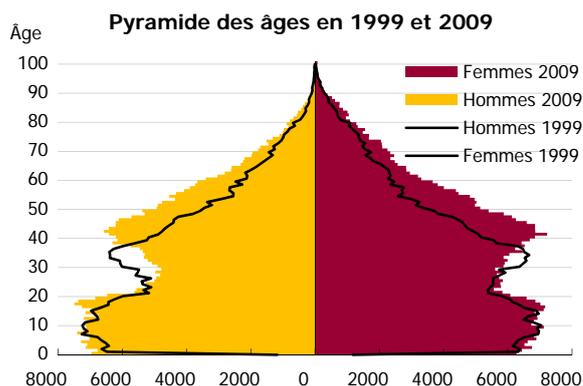
Source : Insee (Recensements ; estimations de pop. au 1^{er} janvier ; projections)

Indicateurs démographiques	La Réunion	France
Population (milliers, au 01/01/2012)	837,9	65 800 ⁽¹⁾
Part des moins de 20 ans (en %, au 01/01/2012)	33,0	24,7 ⁽¹⁾
Part des 20 - 59 ans (% , au 01/01/2012)	54,3	51,5 ⁽¹⁾
Part des 60 ans et plus (% , au 01/01/2012)	12,7	23,8 ⁽¹⁾
Densité de population (hab./km ² , au 01/01/2012)	334	115 ⁽²⁾
Taux de croissance annuel moy. de la pop. (% , 2002-2012)	1,2	0,6 ⁽³⁾
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2011)	16,9	12,6
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2011)	4,8	8,7
Taux de mortalité infantile ⁽⁴⁾ (pour 1 000 naissances, 2011)	7,3	3,5
Indice conjoncturel de fécondité (2011)	2,36	2,01
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2011)	82,9 ⁽⁵⁾	84,8
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2011)	76,5 ⁽⁵⁾	78,4
Part des personnes illettrées parmi les 16-65 ans ⁽⁶⁾ (%)	21	9

(1) Au 01/01/2013, Bilan démographique 2012 de l'Insee ; (2) En 2011 en France métropolitaine ; (3) Entre 2003 et 2013 ; (4) Nombre de décès de moins d'un an / nombre d'enfants nés vivants en 2009, 2010 et 2011 ; (5) Moyenne sur la période 2009-2011 ; (6) En 2007 à La Réunion et en 2012 en France métropolitaine

Source : Insee

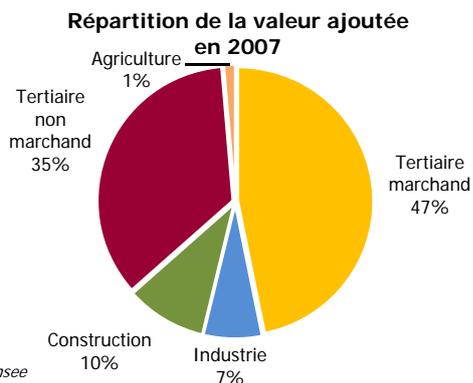
Résultat de mouvements migratoires en provenance d'Europe, d'Afrique, d'Inde, de Chine et des îles de l'océan Indien, la population réunionnaise est métisse, multiculturelle et pluriculturelle. La Réunion poursuit sa transition démographique, entamée dans les années 1930, même si son taux de natalité reste toujours supérieur à celui de la France métropolitaine. La population réunionnaise, qui atteint 837 900 habitants au 1^{er} janvier 2012, a été multipliée par 2,3 en 50 ans. L'accroissement naturel explique l'essentiel de cette augmentation, dont le rythme ralentit cependant progressivement. La population de La Réunion devrait cependant franchir la barre symbolique du million d'habitants vers 2030, selon l'hypothèse centrale des projections démographiques réalisées par l'Insee.



Sources : Insee, État civil

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Sur la période récente et jusqu'en 2007, l'économie réunionnaise se caractérisait par une croissance structurellement dynamique, permettant de combler en partie son retard sur le niveau national en termes de richesse par habitant. Le produit intérieur brut (PIB) a presque doublé entre 1997 et 2007, avec un taux de progression de 5 % en moyenne par an, en termes réels (hors effet de l'inflation). La consommation finale et l'investissement, soutenu par des incitations fiscales et par la mise en œuvre de grands chantiers, ont été les principaux moteurs de la croissance sur cette période. La réorientation de la politique fiscale et l'important coup de frein subi par le secteur de la construction ont exacerbé les effets de la crise économique à La Réunion en 2009 (- 2,7 % de croissance, en euros constants). Après une année 2010 atone, l'activité se redresse en 2011 (hausse du PIB de 1,2 %, en euros constants). Néanmoins, le département tarde à trouver de nouveaux relais pour asseoir sa croissance.



Source : Insee

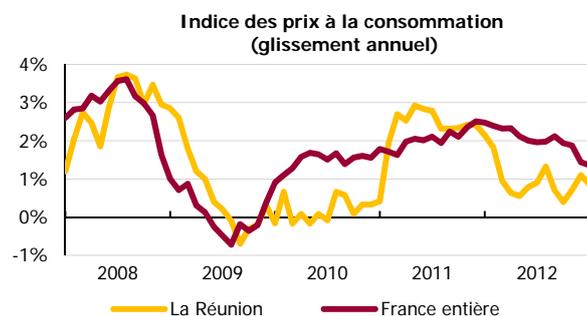
Une inflation contenue

Ces dernières années, la hausse des prix est restée modérée à La Réunion (+ 1,7 % en moyenne par an entre 2005 et 2012). Elle est en moyenne identique à celle observée au niveau national. La progression moyenne de l'indice des prix à la consommation suit les évolutions des prix du poste « services », principale composante de l'indice, et du poste « alimentation ». Les prix des produits pétroliers sont sujets à des oscillations importantes, mais contribuent peu à la croissance générale des prix sur l'ensemble de la période. A fin décembre 2012, l'indice des prix à la consommation augmente de 0,9 % sur un an, contre + 2,1 % en 2011.

Principaux indicateurs économiques	La Réunion	France ⁽²⁾
PIB (milliards d'euros courants, 2010)	14,4 ⁽¹⁾	2 032,3
Taux de croissance du PIB (% , euros constants, 2011)	1,2	0,0
PIB par habitant (euros courants, 2010)	17 520 ⁽¹⁾	31 059
Dépenses de l'État dans la collectivité (% , 2010)	36,1	-
Dettes des collectivités (% du PIB, 2010)	11,6	8,5 ⁽³⁾
Aides européennes pour la période 2007-2013 (milliards d'euros)	1,9	-

(1) Estimation Cerom 2010, données 2011 en niveau non disponibles ; (2) Données de 2012 sauf mention contraire ; (3) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht

Sources : Insee, Douanes, Pôle Emploi, Cerom, AFD, Trésorerie générale, Région, Département

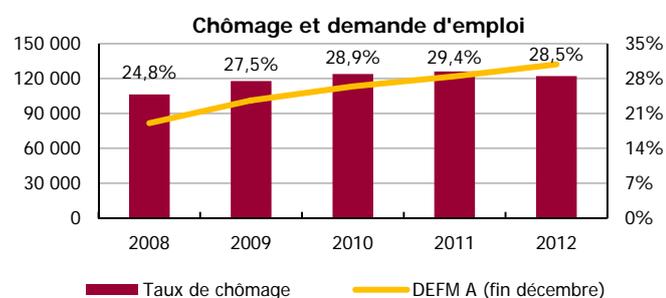


Source : Insee

Un marché du travail en déséquilibre

Entre 2005 et 2008, La Réunion a été la deuxième région française la plus dynamique en termes de création d'emplois, avec une croissance de 2,9 % en moyenne par an (contre + 0,9 % pour la France entière). Cette progression a permis de faire reculer le taux de chômage dans l'île, qui est cependant resté nettement plus élevé qu'en France métropolitaine. Depuis la crise, la création d'emplois a nettement ralenti et le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru, pour s'établir à 132 530 demandeurs de catégorie A fin 2012. La dégradation du marché du travail touche en particulier les personnes de plus de 50 ans, parmi lesquelles le nombre de demandeurs d'emploi a dépassé celui des moins de 25 ans. La proportion de demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA continue à augmenter, en raison de l'allongement des durées de chômage et du vieillissement de la population concernée.

Neuf emplois sur dix sont des emplois salariés, dont les trois quarts sont regroupés dans le secteur des services. Les services non marchands concentrent le plus d'emplois mais cette part tend à se réduire.



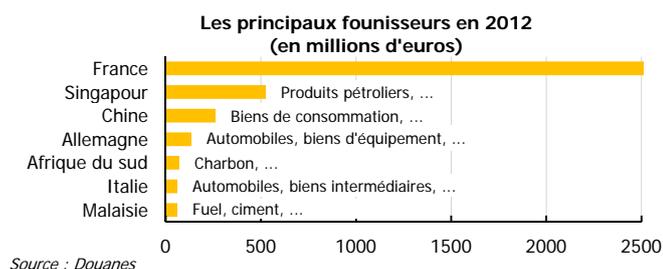
Emploi (milliers)	2001	2011 (p)	TCAM 01-11 (1)
Emploi total	208,8	255,7	2,0%
Emploi non salarié	15,8	24,4	4,4%
Emploi salarié	193,0	231,3	1,8%
Agriculture	2,6	2,8	0,6%
Industrie	14,7	16,6	1,2%
BTP	11,1	14,2	2,5%
Commerce	25,4	31,6	2,2%
Services marchands	50,1	72,4	-0,4%
Services non marchands	89,2	93,8	0,5%

(p) Provisoire ; (1) TCAM : taux de croissance annuel moyen
Source : Insee

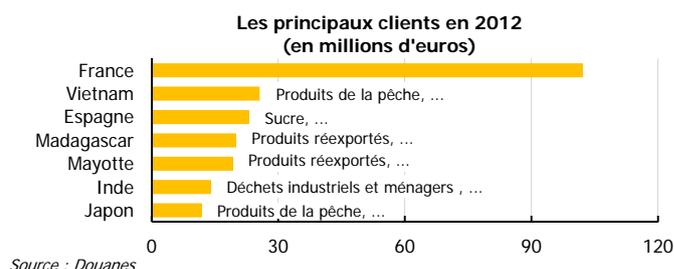
DEFA : demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé au cours du mois
Sources : Direccte, Insee

Une balance commerciale structurellement déficitaire

A l'instar des autres Départements d'Outre-mer et de la majorité des économies insulaires, l'économie de La Réunion a largement recours aux importations pour ses approvisionnements en biens et en matières premières, ce qui génère une balance commerciale structurellement déficitaire. Parallèlement, l'île exporte essentiellement du sucre et des produits de la pêche, les autres exportations concernant principalement des produits réexportés. La France métropolitaine reste de très loin le principal fournisseur et client de l'île.



Source : Douanes



Source : Douanes

Importations en valeur (millions d'euros)	2012
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	106,5
Produits pétroliers et hydrocarbures	716,5
Produits des industries agroalimentaires	762,0
Bien intermédiaires	498,5
Equipt. méca., matériel élec., électro. et informatique	747,5
Matériels de transport	596,6
Produits courants destinés aux ménages	962,2
Autres produits industriels	269,3
Total	4 659,2

Source : Douanes

Exportations en valeur (millions d'euros)	2012
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	4,9
Déchets industriels et ménagers	28,2
Produits des industries agroalimentaires	183,4
<i>dont sucre et rhum</i>	<i>90,7</i>
<i>dont produits de la pêche</i>	<i>67,0</i>
Equipt. méca., matériel élec., électro. et informatique	19,3
Matériels de transport	23,3
Autres produits	47,8
Total	306,8

Source : Douanes

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie réunionnaise se caractérise par la prépondérance des services, qu'ils soient marchands ou non marchands. En termes de valeur ajoutée, le secteur des services marchands constituait le premier secteur économique de l'île en 2007, devant celui des services non marchands.

Principaux indicateurs sectoriels	2012	TCAM 02-12 (1)
Production agricole (M€, 2011)	399,4	1,6%
Production de cannes à sucre (milliers de tonnes)	1 836	0,1%
Production de sucre (milliers de tonnes)	209	0,8%
Production animale (tonne équivalent carcasse)	52 239	1,4%
Export. de produits de la pêche (tonnes)	4 416	-1,7%
Effectifs du BTP (à fin décembre)	16 164	1,4%
Autorisations de permis de construire	8 400	0,6%

(1) TCAM : taux de croissance annuel moyen
Sources : Douanes, Deal, Sicabat, Ariv, Daaf, eRcane, Caisse des congés payés du BTP

	2012	TCAM 02-12 (1)
Importations de ciments (tonnes)	306,7	-0,4%
Moyens affectés au logement social (M€)	329,5	10,9%
Nombre de touristes (milliers)	446,5	0,5%
Nombre de nuitées (milliers)	842,8	-2,5%
Nombre de passagers aux aéroports (milliers)	2 095	3,4%
Nombre de professionnels de santé	2 121	2,5%
Nombre d'élèves (enseignement public et privé)	222 256	-0,1%

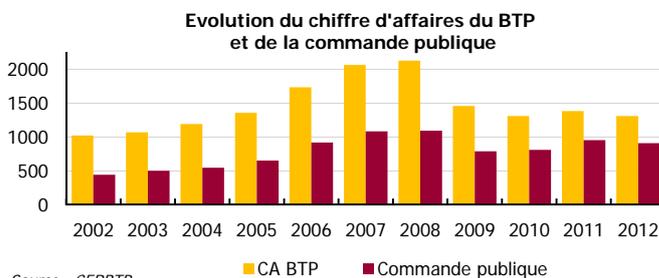
(1) TCAM : taux de croissance annuel moyen
Sources : Rectorat, Dress, Insee, IRT, Douanes, Deal, Société aéroportuaire, syndicat mixte de Pierrefonds

Une industrie sucrière moderne et concentrée

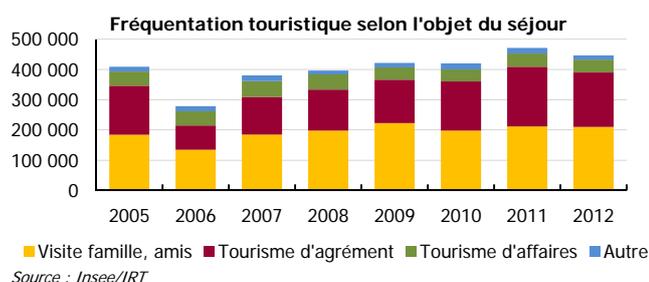
La canne à sucre a façonné l'identité de La Réunion. Aujourd'hui, l'industrie sucrière s'est modernisée et se concentre autour de deux sucreries (Bois Rouge et le Gol). Le département a produit en moyenne 202 700 tonnes de sucre par an au cours de ces dix dernières années, ce qui reste très en deçà des quotas européens alloués (338 000 tonnes). Le sucre représente la première source d'exportations de biens de l'île, avec le quart des biens exportés en valeur. La production sucrière en 2012 est supérieure à la moyenne décennale (+ 3,0 %).

Un fort dynamisme du BTP avant un « trou d'air » de l'activité depuis 2009

Le BTP a été un élément moteur du développement économique de l'île ces dernières années. Entre 2002 et 2007, la valeur ajoutée du secteur s'est accrue au rythme moyen de 16,1 % par an. En 2007, il employait plus de 20 000 personnes, soit 10 % des effectifs salariés. A partir du milieu de l'année 2008, l'activité du BTP s'est très nettement dégradée. Le net ralentissement de la demande en biens immobiliers, alimenté par les incertitudes autour de la loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM), s'est traduit par une contraction des ventes de biens immobiliers neufs. Parallèlement, l'achèvement de chantiers de grande envergure (route des Tamarins, etc.) et l'abandon de projets par les collectivités locales ont engendré une forte contraction de l'activité du secteur. En 2012, l'activité du BTP reste fragile. Le chiffre d'affaires du secteur se contracte de 5,4 %, après avoir progressé de 5,7 % l'année précédente. La construction de logements sociaux neufs continue de soutenir la filière (hausse de 26 % du nombre de logements aidés programmés en 2012). Toutefois, les mises en chantiers ont été retardées en fin d'année puis début 2013 par les incertitudes qui ont successivement pesé sur les garanties des emprunts octroyés aux bailleurs sociaux.



Une activité touristique fortement dépendante des résidents



Le secteur touristique représente la première source d'exportation de l'île, bien que son poids dans la valeur ajoutée totale reste faible (2,6 %). Du fait de son intensité en main-d'œuvre, le secteur est un pourvoyeur d'emplois significatif avec 6 750 emplois salariés directs en 2011. La fréquentation touristique de La Réunion ralentit en 2012, après une année 2011 record. Le département a ainsi accueilli 446 500 touristes non résidents. Plus de la moitié de la dépense touristique sur l'île provient des touristes locaux.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le marché du crédit à La Réunion reste relativement concentré. En 2012, dix banques et onze sociétés financières soumises à la loi bancaire sont installées dans le département, ainsi que quatre institutions financières spécialisées. Le niveau d'équipement en termes de guichets bancaires et de distributeurs automatiques a fortement progressé ces dernières années, même s'il reste inférieur au niveau national. Cette situation n'implique cependant pas une moindre accessibilité aux services bancaires, en raison de la forte concentration de la population sur les zones côtières.

L'accompagnement par les établissements de crédit de l'économie réunionnaise s'est longtemps traduit par une forte croissance des concours consentis à l'ensemble des agents économiques (+ 8,7 % en moyenne par an entre 2000 et 2008). La crise économique a depuis très nettement ralenti cette progression (+ 2,2 % en moyenne par an) et engendré une montée des risques. Les créances douteuses représentent 6,3 % des concours bancaires à fin décembre 2012. Enfin, le système bancaire implanté localement octroie plus de crédits qu'il ne collecte de dépôts, ce qui pèse structurellement sur ses conditions de refinancement.

Indicateurs d'entreprises	2012
Coût moyen du crédit aux entreprises (juillet 2012)	3,8%
Actifs financiers ⁽¹⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	2 490
Concours bancaire ⁽²⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	7 580
dont crédits d'exploitation	15,3%
dont crédits d'investissement	43,8%
dont crédits à la construction	40,1%

(1) auprès des établissements de crédits locaux

(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : IEDOM, données au 31 décembre

Indicateurs monétaires et financiers

	2002	2012	France
Nombre d'hab. par guichet bancaire	8 105	3 535	1 661
Nombre d'hab. par guichet automatique	2 547	1 425	1 085
Nombre de comptes par hab.	2,2	2,3	3,7
Actifs financiers des agents éco. ⁽¹⁾ (Md€)	6,4	11,5	1 695
Encours sains des agents éco. ⁽¹⁾ (Md€)	8,7	16,4	1 542
Taux de créances douteuses ^{(1) (2)}	5,2%	6,3%	4,2%

(1) auprès des établissements de crédits locaux ; Md : milliard

(2) créances douteuses / ensemble des concours

Sources : IEDOM, données au 31 décembre ; Banque de France

Indicateurs ménages	2012
Créances douteuses nettes (millions d'euros)	125
Actifs financiers ⁽¹⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	8 242
Concours bancaire ⁽²⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	6 999
dont crédits à la consommation	22,7%
dont crédits à l'habitat	77,3%
Nombre de dossiers de surendettement	1 153

(1) auprès des établissements de crédits locaux

(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : IEDOM, données au 31 décembre

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2012 sauf indication contraire.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : juillet 2013 – Dépôt légal : juillet 2013 – ISSN 1952-9619